

# Le comité de crise est de retour

**SUBSTANCE 2030** Le collectif «Bienne pour tous» sort d'un profond sommeil de six ans. Comme en 2016, il entend empêcher que l'on économise sur le dos de la culture et fait appel à la solidarité de toutes les institutions.

PAR MATTHIAS GRÄUB TRADUCTION MARCEL GASSER

Que le comité «Bienne pour tous» se soit réuni mardi soir précisément dans la villa Ritter ne doit rien au hasard. Il entend, en effet, fourbir ses armes contre «Substance 2030», le paquet de mesures d'économies concocté par la Ville. Si le budget soumis par le Conseil municipal passait la rampe du Législatif, le centre de jeunesse sis au Faubourg du Jura pourrait subir des restrictions de subventions. Et la villa Ritter n'est de loin pas la seule institution culturelle menacée.



**Nous allons faire du bruit et ébranler les politiciens au pouvoir.”**

JOHNNY RUMPF  
MEMBRE DE L'UNION  
DES TRAVAILLEURS LIBRES

Une vingtaine de personnes plus ou moins directement concernées par ces mesures d'économies se sont donc retrouvées pour une «séance publique», où il s'agissait avant tout d'afficher sa détermination et sa solidarité. Anna Tanner, conseillère de ville socialiste, Urs Scheuss, son collègue des Verts, et Cyrill Hofer de Pro Senectute, sont à la tête de ce comité composé de tous ceux «qui font de Bienne ce qu'elle est, à savoir une ville créative, écologique et solidaire».

De la ludothèque à l'Union syndicale, et de l'association de quartier Möösl à Centre Pasquart, une multitude d'acteurs culturels se sont réunis pour sortir ce comité d'un long sommeil de six ans. On se souvient que, fin 2015, sous la pression du mouvement



Les acteurs de la culture ont fixé une manifestation contre le paquet de mesures d'économies, le 19 octobre, sur la place du Rosius. PETER SAMUEL JAGGI

«Bienne pour tous», la Ville avait dû renoncer à des coupes massives dans le domaine de la culture, revoir son budget, en adopter un autre d'urgence et, finalement, présenter au peuple une mouture plus généreuse. Vu son succès à l'époque, ce comité de crise opère donc son grand retour.

## La révolte gronde

Les divers acteurs de la vie culturelle biennoise sont prêts à se battre. Le comédien indépendant Antoine Zivelonghi, est menacé de voir sa subvention diminuer de moitié. Quelles actions est-il prêt à mener pour montrer à la population qu'il faut s'opposer à ces réductions ? «L'heure n'est plus aux manifes-

tations d'opérette. Nous sommes ici pour soutenir des gens qui vont perdre leur emploi», répond-il, la rage au ventre.

«Oui, il y aura des manifestations: nous allons faire du bruit et ébranler les politiciens qui sont au pouvoir», poursuit, sur le même ton, Johnny Rumpf, de l'Union des Travailleurs libres, un syndicat de base. Même son de cloche chez Kathrin Rérat, présidente de la ludothèque, qui précise tout de même: «Je suis d'accord pour manifester, mais de manière correcte et honnête. Sinon, on ne m'y verra pas.»

Une date a d'ores et déjà été arrêtée pour la manifestation: le 19 octobre, sur la place du Rosius. C'est ce jour-là que le Con-

seil de ville statuera sur la proposition du Conseil municipal et décidera quel budget il entend soumettre au peuple le 27 novembre. En cas de refus dans les urnes, Bienne serait appelée à démarrer l'année 2023 avec un budget d'urgence, avant qu'un nouveau budget soit soumis au corps électoral. Comme en 2016.

## «Ce n'est pas une solution»

A la réunion publique de mardi soir, l'impression prévalait que les acteurs biennois de la culture n'étaient guère disposés à faire des compromis. En constituant cette alliance, ils empêchent les autorités de semer la discorde entre eux et de les dresser les uns contre les autres.

C'est ce qui explique la présence au sein du collectif non seulement d'institutions directement menacées par les restrictions budgétaires, mais aussi de celles qui en sont épargnées à l'heure actuelle, notamment le Nouveau Musée Bienne dont la directrice, Bernadette Walter, présente mardi soir, s'est montrée catégorique: «En 2016, nous étions aussi concernés par les mesures. Nous faisons partie du collectif «Bienne pour tous» et nous avons profité de cet immense élan de solidarité. Aujourd'hui, nous souhaitons poursuivre cet élan.»

Urs Scheuss n'a pas l'intention de spéculer sur un refus du budget par le peuple. «Fonc-

## Le CAF est inquiet

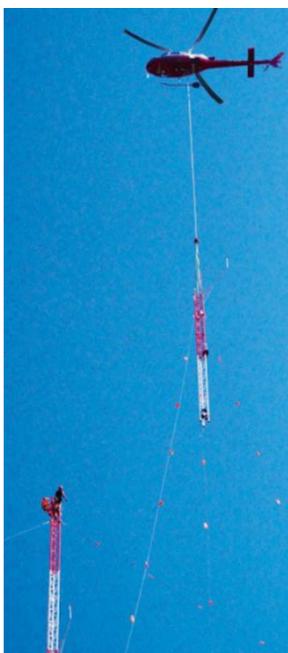
Le Conseil des affaires francophones de l'arrondissement de Bienne (CAF) a pris connaissance du plan d'assainissement des finances de la Ville de Bienne «Substance 2030». Dans un communiqué, il ne cache pas son inquiétude. Le plan d'assainissement peut en effet avoir, selon le CAF, un réel impact sur, d'une part, le développement du bilinguisme et son rayonnement à l'échelle cantonale, intercantonale, voire nationale ainsi que, d'autre part, sur le soutien à des domaines spécifiques tels que les milieux culturels. Si les réductions à la culture s'appliquent, la protection et le soutien à la minorité francophone seront alors touchés, assure le CAF. Dès lors, le CAF est en contact avec la Ville de Bienne ainsi que le canton de Berne pour discuter et informer des conséquences possibles de certaines mesures envisagées. C-JGA

tionner sans budget n'est pas une solution. La Ville ne pourrait alors dépenser que le strict nécessaire», explique-t-il. Martin Siegenthaler, responsable du nettoyage des rues au sein de la voirie, a connu cette situation il y a six ans. «Ce n'est pas drôle de travailler dans ces conditions, quand il faut effectuer une demande écrite dûment motivée pour l'achat d'un simple balai», raconte-t-il. Anna Tanner ne souhaite pas non plus revivre le scénario d'un budget d'urgence. Elle se dit prête à certains compromis. Mais le collectif est unanime: pas question d'économiser sur le dos des acteurs de la culture, du domaine social et des employés de la ville.

## ROMONT

### Un mât nécessaire

Un mât de mesure a été installé du 21 au 23 septembre dernier sur une des parcelles de la Montagne de Romont appartenant à la Bourgeoisie, a indiqué mardi l'Exécutif de Romont. Il s'agit d'un élément essentiel pour mesurer et analyser notamment le vent et l'activité des chauves-souris. Il a fallu faire appel à un hélicoptère pour installer ce mât de 100m de haut (photo ldd), précise la commune. Cette campagne de mesure va durer environ 18 mois. La position du mât de mesure a été choisie afin de respecter les normes internationales en vigueur, le centre du site étant le plus adapté pour une mesure de qualité. Elle ne correspond pas nécessairement à la position d'une des futures éoliennes. Nous rappelons que la définition du nombre et de la position des éoliennes est toujours en cours et sera décidée en accord avec un groupe de travail composé de plusieurs ONG. YK



## PÉRY - LA HEUTTE

### Un grand pas en avant en direction du 30 km/h

Le Conseil municipal de Péry - La Heutte a fait un grand pas en avant dans le dossier de modération du trafic, en approuvant tout récemment et à l'unanimité, le rapport final d'expertise présenté à lui par les spécialistes du canton concernant la future zone 30 km/h de La Heutte. Ledit rapport inclut donc le chemin du Paradis dans la nouvelle zone, indique l'Exécutif sur son site.

Le Conseil municipal a par ailleurs décidé de lancer un test de trois mois dans le secteur des écoles. Son idée: l'instauration d'un sens unique de circulation le long de la rue du Collège, où seul sera autorisé le trafic descendant. En conséquence, la limitation «Bordiers autorisés» sera supprimée sur la rue des Maléchielles. Dans le même temps, l'arrêt du bus scolaire sera installé au milieu de cette rue du Collège, moyennant une chicane. Durant la période de test, un radar enregistrera les données. A l'issue de cet essai, le service technique et les autorités étudieront en détail les résultats enregistrés et décideront d'une probable publication officielle.

L'objectif visé par le Conseil municipal consiste évidemment à limiter tant que possible le trafic motorisé dans le secteur des écoles et à en abaisser clairement la vitesse, pour assurer une meilleure sécurité du trafic piétonnier et en particulier des enfants. C-MPR

PUBLICITÉ

L'Hôpital de Moutier et l'Hôpital de Saint-Imier ont le plaisir de vous annoncer l'ouverture du cabinet de consultation du:

## DR AHMED YOUSOUF

Médecin adjoint au sein du service de chirurgie  
Spécialiste en otorhinolaryngologie

Cette nouvelle consultation vient renforcer notre offre de prestations et répond ainsi à la forte demande dans ce domaine au sein de notre région.

### HORAIRES ET PRISE DE RENDEZ-VOUS

Moutier – Tél. 032 494 32 90 Saint-Imier – Tél. 032 942 21 50  
Mardi et jeudi Lundi, mercredi et vendredi  
9h00 – 17h00 9h00 – 17h00



SWISS MEDICAL NETWORK MEMBER